

Mais, aujourd'hui, tout est à l'envers du bon sens. Ce sont les épargnes des individus qui financent les gouvernements, et ce sont les gouvernements qui sont obligés de financer les dépenses des individus. On demande aux épargnants, aux citoyens canadiens, d'investir leurs épargnes dans les obligations du Canada et, après cela, on demande au gouvernement canadien d'organiser des fonds spéciaux pour prêter sur hypothèque aux individus. Si on avait, au contraire, un organisme public pour financer les travaux publics, eh bien, il y aurait assez d'épargne dans le domaine privé pour financer les dépenses privées de la construction domiciliaire, industrielle, privée etc., etc. Mais, cela marche à l'envers; on demande aux individus de financer le gouvernement et on demande au gouvernement de financer les individus.

● (4.40 p.m.)

Les gouvernements mettent sur le marché des obligations d'épargne, donne cela aux individus pour qu'ils financent le gouvernement. Après cela, comme toutes les épargnes sont entre les mains du gouvernement, celui-ci est obligé d'instituer un fonds public, de le mettre entre les mains de la Société centrale d'hypothèques et de logement, et là, il prête aux individus. Ce système est ridicule. Pourquoi plutôt ne pas avoir un organisme public qui financerait les gouvernements publics et laisser aux institutions privées, comme les compagnies d'assurance, les compagnies de placement, les compagnies de prêts, les banques, les banques à charte, de même que les caisses populaires, le soin de financer le développement privé, le développement individuel?

Mais, une fois que le gouvernement a recueilli tout l'argent des épargnes privées, des investissements privés, à un moment donné, comme aujourd'hui, il dit: On n'investira pas plus que cela dans le domaine privé.

A ce moment-là, il restreint le crédit pour les investissements privés. Mais il oublie une chose, par exemple, c'est que tous les crédits que le gouvernement fédéral a, à l'heure actuelle, proviennent du domaine privé. Le gouvernement fédéral est allé raffer toutes les épargnes privées, tous les investissements privés, et à un certain moment, comme on le voit depuis quelques mois, il décide de couper les prêts aux individus qui désirent se construire une maison.

Il serait temps de mettre de l'ordre dans tout cela, car il y a un grand besoin dans le domaine de l'habitation. Au fait, l'amendement qui a été proposé fait mention plus particulièrement du domaine domiciliaire.

On se rappelle qu'un comité a été formé à Montréal, il n'y a pas tellement longtemps, et que les curés de l'île de Montréal se sont

élevés contre la situation intenable qui était faite aux résidents de l'est de Montréal, où il y a des taudis, des quartiers malpropres, qui n'ont pas leur raison d'être en 1966.

A mon avis, le gouvernement se doit d'agir. La première chose à faire, c'est, comme je le mentionnais tout à l'heure, de cesser d'aller puiser l'argent du peuple pour s'administrer et pour ses travaux publics. Qu'on laisse au peuple ses épargnes et ses investissements et que le gouvernement se crée une source de crédit public pour pouvoir s'administrer et pour effectuer ses travaux publics.

Ne vous inquiétez pas, monsieur l'Orateur, je peux vous assurer que si on laisse au peuple ses épargnes et ses investissements, il saura fournir les capitaux nécessaires pour la construction domiciliaire. Les banques à charte n'ayant plus à financer le gouvernement, elles pourront financer la construction domiciliaire.

Les compagnies d'assurance n'étant plus obligées de financer les déficits du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, elles pourront prêter pour la construction et le développement domiciliaires. Les caisses populaires, de même que les fonds mutuels, n'étant plus obligés de renflouer le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les municipalités et les commissions scolaires, à ce moment-là, pourront aider au développement domiciliaire et fournir les prêts hypothécaires nécessaires.

La situation est grave, dans le domaine domiciliaire, dans les villes du Canada. Il est incompréhensible que notre gouvernement ne puisse pas faire face à cette situation. Une bonne partie de notre population a besoin de maisons salubres, mais elle n'a pas les fonds nécessaires pour les bâtir parce que le gouvernement fédéral lui a enlevé tout son argent.

Nous avons les matériaux pour construire, le terrain est là pour y bâtir des maisons, il y a du bois en quantité, des clous, du plâtre, de la brique, de la pierre, de la peinture, de la tuyauterie, des fils électriques. Tout est là. Il y a des chômeurs qui ne demanderaient pas mieux que de travailler; il y a des maçons, des plombiers, des menuisiers, des briqueteurs, des électriciens qui sont en chômage et qui ne demanderaient pas mieux que de travailler à la construction de maisons.

Mais parce qu'on manque du crédit nécessaire, on continue à vivre dans des taudis, nos chômeurs continuent à chômer et le pays demeure dans la marasme. Simplement parce que les crédits manquent! C'est un scandale encore plus grand que tous les scandales qui ont pu se produire depuis 100 ans que de constater que dans une abondance de produits, devant une «surcapacité» de production, nos familles vivent encore dans des taudis, parce